A Calais, « ne nous laissez pas aux mains des trafiquants d'êtres humains ! »

PAR HAYDÉE SABÉRAN
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 30 JUIN 2015

Lundi 29 juin 2015 à Calais © *HS / MP*

Alors que ce matin, des ONG lancent à Calais une impressionnante opération pour faire en sorte qu'y soient respectées *« les normes internationales »* des camps de réfugiés, une poignée de Syriens manifestent quotidiennement pour obtenir le droit de se rendre en Grande-Bretagne. Face à eux, hier, sept fourgons de CRS.

De notre correspondante à Calais. – Sept fourgons de CRS, et quelques sprays de gaz lacrymogène pour déloger 24 Syriens fatigués hier, lundi 29 juin 2015, place d'Armes à Calais, vers 14 h 30. Ces migrants avaient déployé en fin de matinée, sans bruit, comme les trois jours précédents une banderole *« SOS UK »*, devant les fontaines de la place, près des statues de Charles et Yvonne de Gaulle. Ils refusent de déposer une demande d'asile en France et réclament la protection du Royaume-Uni. Ils demandent à parler aux autorités britanniques et françaises pour obtenir l'entrée directe côté anglais, sans avoir à affronter le dangereux passage de la Manche, sans avoir à se glisser dans, ou sous, des camions, au port et aux abords du tunnel. Leurs seuls interlocuteurs ont été les policiers. Les Syriens ont annoncé qu'ils seraient là de nouveau ce matin à 11 heures.

[[lire_aussi]]

Midi, hier matin. Ils sont une bonne trentaine avant l'arrivée de la police, alignés sur les bancs en pierre, face au flot des voitures, avec leurs banderoles en anglais. *« Help us UK »* ; *« SOS UK »*. Certains sont à Calais depuis deux jours, d'autres sont bloqués ici depuis trois mois, et tentent toutes les nuits, et parfois le jour, à la faveur des embouteillages, de grimper dans les camions qui mènent au port et au tunnel sous la Manche. Kamal, 26 ans, ancien développeur d'applications mobiles en Syrie, est un de leurs porte-parole : *« Ici, et avant cela en Syrie, nous avons perdu notre condition d'humains. Nous voulons la retrouver. »* Il cherche ses mots (*« pardon, c'est la fatigue, j'ai tenté ma chance hier soir, et je n'ai pas dormi »*) : *« Nous ne manifestons pas pour de la nourriture, ou pour des douches, mais pour un statut. »* Pourquoi ne pas demander l'asile ici ? *« Parce que c'est l'Angleterre que nous voulons. Je parle anglais, j'ai de la famille là-bas*, dit Kamal. *Et je sais qu'il n'y a pas de travail ici, et que ce sera moins difficile d'en trouver en Grande-Bretagne. »* En 2014, selon **Eurostat**, 1 425 Syriens ont obtenu l'asile au Royaume-Uni, pour 1 980 en France, 16 295 en Suède soit presque 11 fois plus qu'au Royaume-Uni, et 23 860 en Allemagne, soit presque 17 fois plus.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Une des banderoles proclame, dans un anglais maladroit : *« Nous ne sommes pas des marchandises, ne nous laissez pas aux mains des trafiquants d'êtres humains »*. Un Syrien raconte qu'il a tenté sa chance depuis la région de Dunkerque, mais que là-bas, les passeurs *« ont des armes à feu, ils sont dangereux »*. Sur les dangers du passage, Kamal insiste : *« Nous ne sommes pas d'accord pour prendre ces risques. L'autre jour, sept Syriens se sont retrouvés à l'hôpital, après avoir passé plusieurs heures dans le froid d'un camion frigorifique. Un autre a eu la jambe écrasée par un camion. Et un autre, nommé Mouaz, s'est noyé alors qu'il tentait de traverser la Manche à la nage. Nous demandons au Royaume-Uni de préserver nos vies. »* Un autre a le bras dans le plâtre. *« Ça, c'est un coup de matraque de policier. »*

Il y a entre 70 et 80 Syriens en ce moment à Calais selon les Syriens eux-mêmes, de 10 à 55 ans. Parmi eux, trois femmes, dont une enceinte, et quelques enfants. Il y a un médecin, des agriculteurs, un paysagiste, un menuisier, des chauffeurs de poids lourds, des étudiants, et Abdulkader, qui se dit *«*

journaliste et scénariste ». La plupart vivent dans les recoins de la ville, au port, et sous le porche de l'église Saint-Pierre Saint-Paul, près du phare. Quelques-uns ont accepté de s'installer dans la « New Jungle » ce camp de réfugiés improvisé de 3 000 personnes sur une lande sablonneuse près de l'autoroute et des usines chimiques de la ville, qui a longtemps servi de décharge.

Et pourquoi seulement des Syriens parmi ceux qui revendiquent ? *« Parce que nous avons plus souffert »*, croit savoir Kamal. Ce n'est pas la première fois : d'autres Syriens, depuis passés en Angleterre ou installés en Allemagne ou en Suède, avaient occupé en vain la passerelle d'accès aux ferries pendant plusieurs jours à l'automne 2013. D'autres, un an plus tard, avaient manifesté ou s'étaient rassemblés en ville avec des banderoles, et même tenté de prendre rendez-vous au consulat de Grande-Bretagne à Boulogne-sur-Mer, où ils avaient trouvé porte et volets clos. *« Les autorités britanniques poussent les Syriens vers les passeurs »*, avait ironisé alors sur **son blog le militant Philippe Wannesson**. Il était hier parmi les soutiens des migrants. *« Ils ont conscience d'être des réfugiés. Ils ont plus conscience que d'autres de leurs droits. Lors de la précédente mobilisation, ils faisaient littéralement les trois-huit, ils tentaient le passage la nuit, et le jour, ils dormaient, puis ils manifestaient. »*

Un gradé de la police arrive, tente de parlementer avec Kamal dans un anglais basique. *« Vous ne pouvez pas rester ici, le chef de la police vous demande de partir. »* Kamal : *« Mais pourquoi ? C'est un lieu public, on a le droit d'être là. Sous prétexte qu'on est syrien, on ne peut pas rester ici ? »* Le policier s'appuie sur un *« arrêté anti-regroupement »*, qui concerne quelques lieux à Calais, dont la place d'Armes, signé par la maire de Calais Natacha Bouchart (LR, ex-UMP) en juillet 2014, à l'époque où la ville comptait quelque 500 migrants. Elle a aujourd'hui dépassé les 3 000, surtout des Soudanais, des Érythréens, des Afghans, et des Syriens. Le policier : *« Vous devez partir. J'ai des ordres. »* Kamal : *« Quand peut-on revenir ? »* Jacqueline, les cheveux teints en rouge, ancienne ouvrière de marée à Boulogne-sur-Mer, les soutient. *« J'ai perdu mon fils de 32 ans, et mes autres fils, tous policiers, ne me parlent plus. Mes enfants me manquent, alors je m'occupe d'eux. Je leur ouvre ma porte pour des douches, du café. L'autre jour, il y en a un qui m'a appelée d'Angleterre, pour dire qu'il était passé. »*

« Un robinet pour 3 000 personnes »

Retour de la police, sept fourgons de CRS, un gradé, avec une traductrice d'arabe. Dans le mégaphone, le policier : *« Obéissance à la loi. Dispersez-vous. Dernière sommation, on va faire usage de la force et des armes. »* Sur le banc, les Syriens bavardent : *« On n'a pas peur, on a affronté Bachar al-Assad. »* Une ligne de CRS, bottés, casqués et arnachés, avance en ligne et fait reculer le groupe. Un Syrien tombe. Bousculade, sprays de lacrymogènes. Quelques migrants touchés aux yeux, quelques CRS aussi, à cause des rafales de vent contraires. Ils repoussent les migrants quelques centaines de mètres plus loin, devant l'église Saint-Pierre Saint-Paul. Raafat, ancien chauffeur de poids lourd, écarte les bras : *« Bachar là-bas, les CRS ici. Bref, tout le monde nous en veut. »* Un militant tente de parlementer avec les CRS. *« Ils veulent dialoguer avec les autorités, qu'est-ce qu'ils peuvent faire pour communiquer? » « Je n'ai pas autorité pour leur parler*, répond un gradé, *qu'ils s'adressent au sous-préfet. » « C'est déjà fait, ils n'ont eu aucune réponse. »*

Pendant que les Syriens se laissent déloger hier après-midi, médecins et humanitaires s'affairaient dans la « New jungle » entre la rocade et les usines, près de la plateforme Jules Ferry, où l'association Vie Active distribue un repas par jour pour 2 000 migrants. Devant deux tentes blanches et deux cabanes de jardin de Médecins du Monde, une opération est prévue ce matin, à 10 heures : une gigantesque distribution de nourriture pour un mois, ainsi que des kits d'hygiène avec brosses à dents, shampooings, mais aussi des bidons et des seaux pour un meilleur accès à l'eau, et de quoi améliorer les cabanes de bois et de bâches plastique. Sur un panneau en bois, quatre ONG (Médecins du Monde, Secours catholique, Secours islamique, Solidarités international) expliquent leur démarche aux migrants en français, anglais et arabe :

« Au vu des besoins non couverts par les autorités françaises, les associations qui travaillent sur le site de la lande ont décidé, sur leurs fonds propres, de proposer une aide d'urgence pour un mois en termes de nourriture, d'abris, de W.-C., de santé. »

Médecins du Monde est encore plus sévère dans son communiqué ce matin : *« Les conditions de vie de ces personnes sur la nouvelle "jungle autorisée" sont absolument inédites en Europe, ne respectant même pas les normes des Nations unies (UNHCR et OMS) : accès à l'eau potable insuffisant, quasiment pas de toilettes accessibles, alimentation insuffisante, accès aux soins inadapté. Sur ce bidonville se concentrent des hommes, des femmes, des enfants, et leur nombre augmente chaque jour. Sommes-nous encore en France ? »* Al-Jazeera, la BBC et Reuters sont annoncés, croit savoir une humanitaire, pour constater qu'en France, les standards de base de l'humanitaire ne sont pas respectés. *« En venant ici, on envoie un message politique à l'État. Il y a une faille dans le maintien des standards humanitaires »*, confie Thierry Benlahsen, responsable des opérations d'urgence à Solidarités international. Il raconte : *« Quand on a été contactés par Médecins du Monde il y a trois semaines pour participer à cette opération, on a d'abord été dubitatifs. On a l'habitude de travailler sur des terrains internationaux, comme la Jordanie ou le Soudan, pas dans un État de droit comme la France. Mais après plusieurs relances, je me suis rendu à l'évidence, il y a ici des situations humanitaires plus graves que dans nos camps à l'étranger. Exemple, pour l'accès à l'eau : il n'y avait qu'un robinet pour 3 000 personnes il y a deux semaines et demie. Cela s'est un peu amélioré depuis, les autorités préfectorales et municipales se sont mises à bouger la semaine dernière, et on est désormais à 13 robinets pour 3 000. Le résultat de trois mois de plaidoyer de Médecins du Monde ! Dans les camps de réfugiés, la norme internationale est d'une douche et une latrine pour 20 personnes, et une pour 50 dans les camps d'urgence. Or on est à un pour 115 ici ! Avec ce qu'on installe, en plus de ce qui existe, on sera bientôt à un pour 70. On se rapproche des standards. »*

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 28 501,20€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.